



Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le 20 MARS 2024

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

## ANNEE 2024

## SOMMAIRE

### **I) Environnement économique**

1.1 Mondial

1.2 Zone Euro

1.3 National

### **II) Situation financière communale**

2.1 Données chiffrées

2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

2.3 Situation financière

### **III) Analyse rétrospective**

3.1 Dépenses de fonctionnement

3.2 Recettes de fonctionnement

### **IV) Analyse prospective**

4.1 Orientations budgétaires de la commune

4.2 Etat de la dette

4.3 Chaine de l'épargne

### **V) Plan Pluriannuel d'Investissement**

5.1 Projets d'investissement

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le **20 MARS 2024**

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

## I) Environnement économique

### 1.1 Mondial

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints. Même si la baisse de taux a été amorcée dans certains pays émergents, ce n'est pas le cas pour l'instant dans les économies développées avant 2024. Ce durcissement de la politique monétaire a pesé sur les indicateurs économiques, confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial à 3%. Elle devrait rester fragile pour l'année 2024.

### 1.2 Zone Euro

Après un fort ralentissement de la croissance du PIB au deuxième semestre 2022, conduisant sa progression annuelle à +3,4%, la croissance en zone euro est restée faible au premier semestre de 2023 avec une stagnation de la consommation privée due à l'inflation persistante et de la faiblesse de l'investissement avec le resserrement des contraintes financières.

Au deuxième semestre, la croissance économique est restée atone.

La croissance devrait ainsi s'établir à +0,5% sur l'ensemble de 2023 avant d'accélérer à +1% en 2024.

L'inflation est évaluée à 5,5% sur l'ensemble de l'année 2023.

Une première coupe des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne est envisagée en juin prochain, qui devrait relâcher les contraintes sur les investissements, couplées à un regain de dynamisme de la consommation des ménages grâce au ralentissement de l'inflation. Parallèlement, le taux d'épargne des ménages reste élevé et supérieur à son niveau avant la pandémie.

## 1.3 National

### ▪ La croissance

Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022, la croissance économique s'est montrée plus forte qu'attendu au premier semestre de 2023, avec le dynamisme du commerce extérieur.

Ensuite, la croissance a été légèrement négative au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 avec des évolutions opposées à celles du second trimestre en termes de contribution à la croissance. Des évolutions favorables de la demande intérieure, avec en premier lieu, le rebond de la consommation des ménages. La consommation alimentaire est repartie à la hausse après huit trimestres consécutifs de baisse.

Un accroissement des dépenses d'investissement des entreprises a été observé contrairement à l'investissement des ménages qui a lui poursuivi son repli après déjà quatre trimestres consécutifs de baisse.

Une croissance légèrement sous 1% est obtenu en moyenne cette année 2023.

Pour 2024, lors de l'établissement de la loi de finances, la croissance économique était estimée à 1,4%. Dans un contexte géopolitique (guerre en Ukraine, Le Moyen-Orient, le ralentissement économique en Chine, la récession en Allemagne), elle est à ce jour évaluée à 1%.

### ▪ L'inflation

En 2022, l'impact de la forte accélération des prix de l'énergie sur les consommateurs a été limité par la mise en place d'un bouclier énergétique. L'inflation globale annuelle s'était ainsi établie à +5,9%, parmi les plus faibles observées dans l'Union Européenne. En 2023, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1er janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes.

Depuis, et à l'instar des autres économies développées, le processus de désinflation est engagé en France.

L'inflation alimentaire a nettement reculé (+7,1% en décembre contre +15,9% en mars). Pour les prix de l'énergie, la tendance a été plus irrégulière en lien avec la hausse des cours du pétrole et l'augmentation des tarifs réglementés de l'électricité.

Le contexte de tensions au Moyen-Orient et d'incertitudes, pourrait constituer un risque haussier sur le scénario d'inflation, notamment énergétique, à très court terme. La hausse des prix du pétrole pourrait être un frein à la désinflation sans pour autant en inverser la tendance.

### ▪ Le marché du travail

En 2023, l'évolution du marché du travail reste favorable malgré un ralentissement lié à l'activité économique et de l'essoufflement du dispositif de l'apprentissage. L'emploi se situe à 0,8% (+ 207 000 emplois) au-dessus de son niveau en 2022 et dépasse de 4,8% son niveau d'avant la crise sanitaire, fin 2019, soit plus de 1,2 million d'emplois supplémentaires, dont un tiers en contrats d'alternance.

Au cours des trois premiers trimestres de 2023, le taux de chômage a augmenté passant de 7,1% au 1<sup>er</sup> trimestre (niveau le plus bas depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 1982), à 7,2% au 2<sup>ème</sup> trimestre et 7,4% au 3<sup>ème</sup> trimestre soit 2,3 millions de personnes sans emplois.

A horizon 2024, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient également contribuer à un ralentissement de l'emploi.

### ▪ Le déficit public et la dette de l'Etat

En 2022, le déficit public s'est maintenu à un niveau élevé (-4,7% du PIB contre -3,1% en 2019) en raison des mesures de lutte contre l'inflation. Début 2023, il s'est stabilisé à -4,7% et a légèrement diminué à -4,6% au 2<sup>ème</sup> trimestre.

La fin des mesures liées aux crises sanitaires et la contribution à la réduction du déficit public à -4,9% en 2023 et -4,4% du PIB en 2024. En 2023, cela se traduira par une baisse de 7,1 milliards € des dépenses publiques par rapport à 2022, tandis que la fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité contribuera à une baisse des dépenses publiques de 14,8 milliards d'€ en 2024. Le financement de la transition énergétique contribue au maintien d'un déficit élevé (-2,7% à horizon 2027).

Après avoir atteint un record sans précédent à 114,6% en 2020, le ratio dette/PIB a baissé à 111,8% en 2022. Début 2023, il était en hausse à 112,5% pour revenir à son niveau de 2022 au second trimestre. Le gouvernement prévoit une réduction du ratio à partir de 2025 pour atteindre 108,1% en 2027.

### ▪ Loi de Programmation des Finances Publiques 2023 à 2027

Projetée depuis 2022, la loi de programmation des finances publiques a été publiée le 19 décembre 2023. Ses objectifs sont de réduire le déficit public, avec un retour sous le seuil des 3% de PIB à l'horizon 2027, de maîtriser la dépense publique et de stabiliser les prélèvements obligatoires, tout en finançant plusieurs priorités (soutenir la compétitivité des entreprises, tendre vers le plein emploi, assurer les transitions écologique et numérique...).

La transition écologique s'impose dans les lois de finances successives. Une série d'amendements rend obligatoire (hors petites communes) une logique de budget vert. La dette verte apparaît elle-aussi dans le texte.

En effet, il faut financer ces transitions. Les tensions sur les ressources, dotations mais aussi fiscalité (DMTO) et sur les charges (point d'indice, énergie...) pèsent sur l'autofinancement. Le niveau

des taux et les tensions sur la liquidité limitent le recours à l'emprunt classique.

L'urgence des enjeux de transition amène des investisseurs privés ou publics à proposer de la ressource à des conditions attractives, pour des projets très cadrés (eau et assainissement, efficacité énergétique, mobilité durable, rénovation des équipements sportifs à la veille des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.)

- [Loi de Finances 2024](#)

La loi de Finances (PLF) pour 2024 a été publiée le 30 décembre 2023 au Journal Officiel. Depuis, le 22 février 2024 a été publié un décret qui détaille des mesures d'économies budgétaires à hauteur de 10 milliards d'euros. 29 domaines sont impactés afin de réduire les dépenses publiques.

Les principales mesures relatives aux collectivités locales

La Dotation Globale de Fonctionnement est abondée de 320 millions d'euros pour un total de 27,2 milliards d'euros. 290 millions d'euros sont attribués pour les dotations de solidarité rurale et urbaine. Les 30 millions d'euros restants abonderont la dotation d'intercommunalité perçue par les EPCI à fiscalité propre. A partir de 2025, cette dotation augmentera chaque année de 90 millions d'euros.

Dans un premier temps, une enveloppe de 2,5 milliards d'euros a été pérennisée jusqu'en 2027 pour le fonds vert, avec le verdissement des dotations de soutien à l'investissement local pour une incitation à orienter les investissements en faveur de la planification écologique. Suite aux annonces du ministre de l'économie, ces crédits sont réduits à 2,1 milliards d'euros.

Les dotations d'investissement se stabilisent à 1,8 milliard d'euros pour 2024 : dotation d'équipement des territoires ruraux (1 046 millions €), dotation de soutien à l'investissement local (570 millions €), dotation politique de la ville (150 millions €). De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'État renforce le verdissement de ces dotations. L'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant) et introduit à hauteur de 20 % pour la DETR et de 25 % pour la DSID. Ainsi, la part consacrée à la transition écologique atteindra 0,5 milliard € en 2024, soit 25 % de ces dotations.

Le montant du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) atteint 7,1 millions d'euros pour 2024, soit une hausse de 6 %. Cette évolution est due à l'augmentation tendancielle du fonds (+ 364 millions €), mais également à l'élargissement de l'assiette (+ 250 millions €). En effet, les dépenses d'aménagement des terrains vont redevenir éligibles au FCTVA, dépenses qui avaient été exclues des dépenses éligibles depuis le 1er janvier 2021. Pour l'État, cette disposition doit permettre « de soutenir notamment les opérations d'aménagement de terrains sportifs, à moins d'un an des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, ou les opérations d'aménagement d'espaces verts et naturels ».

Les collectivités et les groupements de plus de 3 500 habitants vont devoir se doter d'un "budget vert", c'est un document budgétaire présentant l'impact environnemental de leurs dépenses. A partir de l'exercice 2024, ce document présentera dans les collectivités concernées « les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France ». Ces collectivités ont aussi désormais la possibilité "d'identifier et isoler" la part de leur

endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux, appelé la "dette verte".

Une généralisation progressive, d'ici 2027, sera effective à l'ensemble du secteur public local pour le compte financier unique (CFU), qui fait l'objet cette année d'une expérimentation par près de 1.800 collectivités. En se substituant au compte administratif de l'ordonnateur et au compte de gestion du comptable public, le CFU permet de regrouper en un document unique l'exécution budgétaire et comptable d'une collectivité sur un exercice.

#### Les principales mesures destinées aux particuliers

Pour soutenir les ménages les plus modestes, les prestations sociales et les pensions de retraite continueront d'être indexées sur l'inflation soit 4,8% en 2024 ainsi que le barème de l'impôt sur le revenu.

Le prêt à taux zéro (PTZ), destiné à financer la première accession à la propriété, qui devait s'éteindre fin 2023, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2027 et est recentré sur les achats d'appartements neufs en zone tendue ou de logements anciens avec travaux en zone détendue.

Appliqué depuis 2022, le bouclier tarifaire pour l'électricité est maintenu en 2024. Le Gouvernement pourra fixer tout au long de l'année un niveau de tarifs réglementés de l'électricité (TRVe) inférieur à celui en vigueur, afin de permettre la limitation de la hausse des tarifs prévue au 1er février 2024.

Pour les logements, le financement « MaPrimeRénov' » est maintenu pour accélérer les rénovations d'ampleur et l'aide MaPrimeAdapt' pour financer la réalisation des travaux d'adaptation des logements pour les personnes âgées ou handicapées. Cependant, la loi de finances prévoyait une augmentation de 1,6 milliards d'euros,

elle a finalement été abaissée à 600 milliards d'euros, totale de 4 milliards d'euros.

#### Les principales mesures pour l'emploi et les entreprises

Les aides à l'embauche d'alternants et la gratification par l'État des périodes de stage des lycéens professionnels sont maintenues.

L'indemnité carburant pourra être versée si le prix des carburants franchit un certain seuil en 2024. Cette prime devrait concerner 60% des travailleurs modestes qui utilisent leur voiture pour leurs trajets domicile-travail et représenter 100 euros par voiture.

La suppression progressive de la CVAE sera échelonnée sur quatre années. Le taux d'imposition maximal est abaissé à 0,28 % en 2024, 0,19 % en 2025, 0,09 % en 2026, puis à 0 en 2027. Le taux du plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) est également abaissé sur quatre ans. La cotisation minimum sur la valeur ajoutée des entreprises est supprimée dès 2024.

Pôle Emploi devient France Travail pour élargir ses missions afin de mieux accompagner les demandeurs d'emploi et les entreprises, grâce à une coopération renforcée entre tous les acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation.

Une accélération est prévue pour le verdissement du parc automobile avec le durcissement de la fiscalité applicable aux véhicules polluants, une nouvelle taxe sur les concessions d'autoroutes et aéroportuaires et la prolongation jusqu'en 2027 de la réduction d'impôt accordée aux entreprises qui mettent à disposition de leurs salariés une flotte de vélos...



## II) Situation financière communale

### 2.1 Données chiffrées

- La Population Hillionnaise :

La **population totale** est la somme de la population municipale et de la population comptée à part. La population totale en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 est de 4 365 habitants.

Les chiffres utilisés pour le calcul des populations légales figurant dans la fiche adressée par les services de l'INSEE tous les ans s'appuient sur l'enquête de recensement de 2023.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
INSEE	4 198	4 217	4 235	4 257	4 280	4 345	4365
DGF	4 366	4 406	4 418	4 434	4 458	4 525	

Le chiffre de la DGF sera connu à la fin de l'année 2024.

- Le potentiel fiscal par habitant

Le **potentiel fiscal** est un indicateur qui vient mesurer la richesse fiscale potentielle d'une collectivité par rapport aux autres collectivités de la même strate et ce indépendamment des choix de gestion. Il correspond au produit fiscal que percevrait la collectivité si elle appliquait les taux moyens nationaux à ses bases fiscales. Un indicateur supérieur à la moyenne nationale signifie que les bases fiscales sont élevées ; une collectivité est alors considérée comme « riche » : elle recevra peu de dotations de l'État. Pour Hillion, c'est le cas inverse, elle se situe jusqu'à présent en dessous des valeurs de la strate.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
HILLION	687,94	685,31	720,86	722,29	730,15	652,28
STRATE	932,16	940,66	960,16	974,32	974,31	936,71

- L'effort fiscal

L'**effort fiscal** est le rapport entre le produit fiscal réellement perçu et le potentiel fiscal. Cet indicateur permet d'évaluer la pression fiscale exercée sur les contribuables de la commune. Plus la pression fiscale est élevée et plus l'Etat octroie de dotations. La Commune de Hillion, se situe dans cette position.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Effort fiscal	1,4953	1,5003	1,5117	1,5352	1,5429	1,5163
Effort fiscal moyen de la strate	1,1003	1,1046	1,1074	1,1201	1,1395	1,1327
Différence	0,3950	0,3957	0,4044	0,4151	0,4034	0,3836

## 2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

### 2.2.1 Saint-Brieuc Armor Agglomération

#### Le pacte fiscal et financier

Le pacte fiscal et financier constitue un outil permettant d'atteindre les objectifs du projet de territoire en instaurant une solidarité.

Les critères du calcul de la répartition du **fonds Communautaire de Fonctionnement** (FCF) sont : les capacités de développement humain (exemple : population scolarisée), les capacités d'intervention des communes (exemple : densité de la population), les capacités d'attractivité et de développement (exemple : taux de chômage) et les services rendus par les écosystèmes naturels (terres agricoles, capacités de stockage du Co2).

Une fois ces critères appliqués, les petites communes peuvent bénéficier d'une dotation minimum garantie « dotation socle » en fonction du nombre d'habitants.

Une période de lissage des dotations est appliquée sur 2 ans pour les communes qui connaissent une baisse ou une hausse de leur dotation supérieure à 2%.

A Hillion, le montant perçu pour 2023 et pour les années suivantes est de 45 190 €.

#### La Dotation d'Attribution de Compensation

Envoyé en préfecture le 19/03/2024  
Reçu en préfecture le 19/03/2024  
Publié le **20 MARS 2024**  
ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

Le montant de l'attribution versée par SBAA évolue en fonction des compétences transférées.

En 2017, c'est la compétence PLU qui a été transférée à SBAA dans le cadre de la mise en place d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Financièrement, cela entraîne une réfaction de Dotation d'Attribution de Compensation (pour 2023 : - 132 €).

En 2023, la Commune a perçue 172 915 € de DAC.

Avant la fusion de 2017, la compétence d'entretien des sentiers de randonnée VTT et pédestre était exercée soit par les anciens EPCI, soit par les communes, ou partagée entre collectivités. Suite à la fusion et afin d'assurer une continuité du service rendu, Saint-Brieuc Armor Agglomération a continué d'exercer cette compétence. La commune de Hillion assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la gestion et l'entretien de ses sentiers de randonnée. En compensation, la somme de 16 554 € sera perçue à travers la DAC.

La prévision de la **Dotation d'Attribution de Compensation** pour l'année 2024 est estimée à 173 005 €.



## 2.3 Situation financière

Le tableau suivant présente les données extraites des comptes administratifs pour les années 2019 à 2022, ainsi que les données provisoires du compte administratif 2023.

	2019	2020	2021	2022	2023p
A-Recettes de gestion	4 334 062 €	4 224 137 €	4 349 639 €	4 571 054 €	4 752 633 €
B-Dépenses de gestion	3 476 873 €	3 570 943 €	3 709 732 €	3 963 235 €	4 007 887 €
<b>C-Epargne de gestion (A-B)</b>	<b>857 189 €</b>	<b>653 194 €</b>	<b>639 908 €</b>	<b>607 818 €</b>	<b>744 746 €</b>
Total intérêts	102 229 €	99 923 €	109 533 €	117 144 €	133 713 €
<b>D-Epargne brute (C - intérêts)</b>	<b>754 960 €</b>	<b>553 271 €</b>	<b>530 375 €</b>	<b>490 674 €</b>	<b>611 034 €</b>
Taux épargne brute (EG/RG)	17,42%	13,10%	12,19%	10,73 %	12,86%
Dette	400 858 €	975 124 €	374 151 €	466 109 €	486 686 €
<b>E-Epargne nette (D - dette)</b>	<b>354 102 €</b>	<b>- 421 853 €</b>	<b>156 224 €</b>	<b>24 566 €</b>	<b>124 348 €</b>
Taux épargne nette (E/A)	8,17%	-9,99%	3,59%	0,54 %	2,62%

Les **recettes de gestion** sont composées de produits de gestion, des impôts et taxes, des dotations, des subventions, des produits exceptionnels (ex : remboursement sinistres assurances) et de remboursements (ex : indemnités journalières).

Les **dépenses de gestion** sont constituées des achats (eau, électricité, carburants, denrées alimentaires, produits d'entretien, petites fournitures), des services (maintenance, prestations de services, locations mobilières et immobilières, entretien/réparation des bâtiments-voirie-matériel, assurances, transports, frais de téléphone et d'affranchissements...), des dépenses de personnel (salaires, cotisations...), des indemnités des élus et des subventions aux associations, au CCAS et aux écoles.

L'**épargne de gestion** est constituée de la différence entre les recettes et les dépenses hors intérêts de la dette.

L'**épargne brute** est égale à l'excédent des recettes sur les dépenses (épargne de gestion) moins les intérêts des emprunts.

L'**épargne nette** correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette soit l'épargne disponible.

De manière générale, les recettes de gestion ont une progression positive au fur et à mesure des années présentées (mis à part l'année 2020, impactée par le début de la pandémie.) Entre 2022 et 2023, l'évolution est de +3,97 % et pour les dépenses de +1,13 %.

### III) Analyse rétrospective

#### 3.1 Dépenses de fonctionnement

	2019	2020	2021	2022	2023p
Charges à caractère général	809 955 €	814 398 €	867 189 €	938 086 €	989 280 €
Charges de personnel	2 199 998 €	2 257 526 €	2 341 048 €	2 499 661 €	2 494 367 €
Atténuations de produits	- €	570 €	- €	142 €	41 €
Autres charges de gestion courantes	466 773 €	484 082 €	496 744 €	511 444 €	520 973 €
Charges financières	102 229 €	99 924 €	109 533 €	117 144 €	133 713 €
Charges spécifiques	147 €	14 367 €	4 751 €	12 454 €	1 635 €
Provisions				1 448 €	1 593 €
<b>Total dépenses fonctionnement</b>	<b>3 579 102 €</b>	<b>3 670 867 €</b>	<b>3 819 265 €</b>	<b>4 080 379 €</b>	<b>4 141 600 €</b>

#### ▪ Les charges à caractère général

	2019	2020	2021	2022	2023p
Achats (fluides, fournitures...)	448 251 €	468 240 €	483 761 €	466 069 €	517 209 €
Services (maintenance, assurances, locations...)	163 512 €	183 662 €	201 714 €	240 346 €	245 077 €
Prestations extérieures (animations, cotisations, transports...)	178 691 €	149 989 €	175 147 €	221 447 €	221 035 €
Impôts et taxes (TVA, taxes foncières)	19 501 €	12 507 €	6 567 €	10 224 €	5 958 €
<b>Total charges à caractère général</b>	<b>809 955 €</b>	<b>814 398 €</b>	<b>867 189 €</b>	<b>938 086 €</b>	<b>989 280 €</b>

Les **dépenses de fonctionnement** ont augmenté de 1,5 % entre 2022 et 2023 contre 6,8 % entre 2021 et 2022.

En 2023, les dépenses les plus importantes sont représentées à 24% par les charges à caractère général, 60 % pour les charges de personnel et 13% pour les charges de gestion courante.

Au niveau des **charges à caractère général**, les achats 2023 ont augmenté d'environ 51 140 €, en causes les coûts des denrées alimentaires et de l'énergie.

Au niveau des **services**, les différences entre les deux dernières années peuvent s'expliquer sur des locations de matériel, de l'entretien sur voiries et des contrats de maintenance mais qui sont atténuées par des dépenses moindres notamment au niveau des réparations du matériel roulant.

Quant aux **prestations extérieures**, il s'agit des activités scolaires et extra-scolaires, des spectacles et des festivités qui sont restés similaires à l'année 2022.

La diminution des **impôts et taxes** se situe sur les droits d'auteurs lors des manifestations ou spectacles dont les taxations diffèrent selon les contenus diffusés, le nombre d'entrées, les coûts de cession...

▪ Les charges de personnel

	2019	2020	2021	2022	2023p
Titulaires	1 177 755 €	1 143 804 €	1 218 048 €	1 351 656 €	1 367 287 €
Non titulaires	258 815 €	355 825 €	348 794 €	335 003 €	315 715 €
Emplois d'insertion + apprentis	- €	- €	4 479 €	24 676 €	15 820 €
Personnel extérieur	100 511 €	62 995 €	70 893 €	37 120 €	18 948 €
Charges sociales	584 613 €	612 421 €	630 908 €	668 604 €	680 821 €
Assurance du personnel	78 304 €	82 481 €	67 926 €	82 602 €	95 776 €
<b>Total charges de personnel</b>	<b>2 199 998 €</b>	<b>2 257 526 €</b>	<b>2 341 048 €</b>	<b>2 499 661 €</b>	<b>2 494 367 €</b>
Atténuations de charges (indemnités journalières, compensation suppl. familial, agent en décharge syndical, emplois d'avenir, cui)	147 081 €	118 033 €	104 026 €	108 198 €	77 662 €
<b>Total charges nettes de personnel</b>	<b>2 052 917 €</b>	<b>2 139 495 €</b>	<b>2 237 022 €</b>	<b>2 391 463 €</b>	<b>2 416 705 €</b>

▪ Effectifs en Equivalent Temps Plein

Au 31/12	2019	2020	2021	2022	2023
Agents titulaires	44,34	38,33	46,52	51,51	46,06
Agents contractuels	10,92	14,1	13,08	11,65	11,62
<b>Effectif total</b>	<b>55,26</b>	<b>52,43</b>	<b>59,60</b>	<b>63,16</b>	<b>57,68</b>

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le 20 MARS 2024

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

Les **charges de personnel** sont restées stables avec une légère diminution de -0,21%.

Les événements pris en compte sont : le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), la bonification indiciaire de la catégorie C, l'augmentation du point au 1<sup>er</sup> juillet 2023, la stagiairisation de deux agents contractuels au 1<sup>er</sup> juillet 2023, l'augmentation de la DHS de trois agents, l'augmentation de la valeur du SMIC, l'avancement de grade pour trois agents et l'indemnité de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (Gipa).

Au cours de l'année 2023, un départ à la retraite a eu lieu, deux agents ont demandés une disponibilité, un agent a été détaché vers la fonction publique d'Etat et un agent reste en décharge syndicale.

Les dépenses liées au « personnel extérieur » concernent l'emploi d'un régisseur pour les besoins ponctuels à la salle de spectacles Georges Palante et de la participation pour les deux agents France Services.

Les **atténuations de charges** (chapitre de recettes de fonctionnement) pour l'exercice 2023 sont de 77 662 € puisque moins d'arrêts ont été enregistrés sur l'année. Les charges nettes de personnel s'élèvent donc à 2 416 705 €.

▪ Les charges de gestion courante

	2019	2020	2021	2022	2023
Indemnités des élus	107 370 €	114 878 €	120 461 €	121 763 €	123 876 €
Autres contributions obligatoires	98 394 €	102 438 €	114 319 €	158 135 €	183 165 €
Subvention au CCAS	91 211 €	90 000 €	87 612 €	54 616 €	43 540 €
Subventions aux associations et autres ...	168 672 €	176 150 €	172 700 €	174 596 €	165 710 €
dont subventions aux associations	44 230 €	47 925 €	43 950 €	47 840 €	47 455 €
dont subventions aux écoles privées	120 279 €	123 622 €	127 546 €	118 089 €	116 275 €
dont subventions aux écoles publiques	4 163 €	4 603 €	1 204 €	8 666 €	1 980 €
Autres charges	1 128 €	617 €	1 651 €	2 334 €	4 682 €
Total charges de gestion courante	466 773 €	484 082 €	496 744 €	511 444 €	520 973 €

Sur ce chapitre des **charges de gestion courante**, les dépenses relatives aux **indemnités** des élus sont fixées dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune (délibération du 16 septembre 2022).

Les **autres contributions obligatoires** comprennent, entre autres, la participation au fonctionnement du multi-accueil à Yffiniac qui varie en fonction du nombre d'heures de présence d'enfants Hillionnais dans la structure. La différence entre 2022 et 2023 s'élève à 16 353 € ainsi que 12 125 € de rappel concernant les

années 2017 à 2022. Ce compte facturations du centre d'exploitation qui depuis 2022 effectue également le fauchage et la redevance des déchets.

La **subvention au CCAS** a été de 40 000 €. Elle est déterminée en fonction de son résultat et contribue à l'équilibre de son budget. La somme de 3 540 € correspond au reversement d'un tiers des recettes des concessions au cimetière.

Les **subventions versées aux associations** sont restées stables. Les montants attribués aux **écoles privées** varient selon le nombre d'élèves inscrits. Le montant par élève est déterminé en fonction du coût moyen d'un élève en classe maternelle ou élémentaire des écoles publiques.

Pour les **écoles publiques**, les sommes versées dépendent des sorties réalisées. Pour des sorties en plusieurs séances ou hors région, des forfaits de 15€/an/élève en classe maternelle ou 30€/an/élève en classe élémentaire et 6€/nuitée/élève sont appliqués. Dans le cadre de sorties ponctuelles à la journée, le forfait est de 7€/élève.

Les **autres charges** correspondent aux versements pour les jeunes qui ont effectués des « missions argent de poche », un abonnement à la plateforme One utilisé par les écoles publiques. Des frais d'obsèques d'un locataire pris en charge le temps de la mise en place d'une succession.



### 3.2 Recettes de fonctionnement

	2019	2020	2021	2022	2023
Atténuations de charges	147 082 €	118 033 €	104 026 €	108 198 €	77 662 €
Produits des services, du domaine et ventes diverses	400 698 €	338 731 €	372 220 €	403 518 €	455 898 €
Impôts et taxes	2 287 169 €	2 272 897 €	2 454 137 €	2 582 661 €	2 745 026 €
Dotations, subventions et participations	1 460 450 €	1 447 518 €	1 358 677 €	1 425 678 €	1 393 632 €
Autres produits de gestion courante	35 907 €	39 836 €	29 796 €	49 431 €	70 312 €
Produits financiers	10 €	7 €	7 €	7 €	13 €
Produits spécifiques	684 590 €*	60 385 €	52 393 €	3 289 €	50 665 €
Reprises sur provisions					261 €
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>5 015 907 €</b>	<b>4 277 407 €</b>	<b>4 371 256 €</b>	<b>4 572 783 €</b>	<b>4 793 468 €</b>

<b>Total recettes réelles de fonctionnement courant**</b>	<b>4 331 307 €</b>	<b>4 217 015 €</b>	<b>4 318 856 €</b>	<b>4 569 487 €</b>	<b>4 742 530 €</b>
---	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

\* cession de l'assiette foncière du lotissement des Plages à B2A

\*\*Le tableau ci-dessus reprend les données du tableau des recettes réelles de fonctionnement hors produits financiers, spécifiques et provisions.

Le chapitre des **atténuations de charges** correspond à des versements d'indemnités journalières suite à des arrêts de travail, aux remboursements du centre de gestion des salaires d'un agent en décharge syndicale, une aide liée à un apprentissage, un

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le **20 MARS 2024**

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

reversement de la subvention de la mairie en place de l'espace France Services et la compensation des suppléments familiaux et d'un congé paternité.

Les **produits des services** connaissent une évolution de 13 %, ce qui diffère des années 2020 et 2021 impactées par la crise sanitaire. 65 % des recettes des services proviennent des facturations aux familles pour le périscolaire et l'extrascolaire et 26 % concernent la facturation des repas de la cuisine centrale servis à la résidence autonomie. Les 9 % restants contiennent les abonnements à la médiathèque, ludothèque, les entrées aux spectacles de la saison culturelle, les concessions aux cimetières et les redevances d'occupation du domaine public des concessionnaires des réseaux.

#### Les impôts et taxes

	2019	2020	2021	2022	2023p
Taxes foncières et d'habitation	1 986 699 €	2 024 705 €	2 122 849 €	2 225 341 €	2 386 002 €
Attribution de compensation (DAC)	144 631 €	79 805 €	153 212 €	156 229 €	172 915 €
Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC)	91 419 €	87 757 €	90 404 €	90 408 €	85 209 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation (TADE)	64 033 €	79 782 €	82 999 €	108 464 €	98 958 €
Autres taxes (droits de place, rbst tva)	388 €	848 €	4 673 €	2 219 €	1 941 €
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>2 287 169 €</b>	<b>2 272 897 €</b>	<b>2 454 137 €</b>	<b>2 582 661 €</b>	<b>2 745 026 €</b>

Le chapitre des **impôts et taxes** accroit en majorité avec les taxes foncières et d'habitation (+ 160 660 €). Les recettes du FPIC ont baissées entre 2022 et 2023 mais sont compensées par une augmentation de la DAC.

Les TADE sont des taxes dues par les acquéreurs lors d’achats de biens immobiliers. Un déclin commence à partir de 2023, il illustre le marché actuel où les logements à vendre se font rares dans le secteur.

Pour rappel sur les taxes foncières et d’habitation, depuis 2014, il n’y a pas eu d’augmentation de taux, hormis en 2017, des baisses demandées par Saint Brieuc Agglomération dans le cadre de l’harmonisation fiscale. L’augmentation de ces recettes provient de la progression des bases. Il faut noter que depuis 2018, les valeurs des locaux autres que professionnels sont revalorisées automatiquement en fonction du dernier taux d’inflation constaté.

Le produit du transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ne coïncide pas forcément avec le produit "perdu" de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales. Un coefficient correcteur est calculé pour compenser l'éventuelle perte de ressources ou à contrario neutraliser la recette supplémentaire. Une compensation est versée à la commune sous-compensée. Un écrêtement de ressources est appliqué à la commune surcompensée.

Certaines exonérations de taxes foncières sur 2 ans (délibération du 22/09/2014) se terminent, ce qui favorise également l’arrivée supplémentaire de produits provenant des constructions récentes.

• Les dotations, subventions et participations

	2019	2020	2021	2022	2023p
Dotation forfaitaire	592 872 €	593 927 €	595 334 €	597 446 €	603 353 €
Dotation de solidarité rurale	430 140 €	455 921 €	485 756 €	516 701 €	476 238 €
Dotation nationale de péréquation	97 162 €	91 429 €	94 236 €	92 360 €	87 588 €
<b>Dotation globale de fonctionnement (DGF)</b>	<b>1 120 174 €</b>	<b>1 141 277 €</b>	<b>1 175 326 €</b>	<b>1 206 507 €</b>	<b>1 167 179 €</b>

La dotation forfaitaire est essentiellement population et de la superficie.

La dotation de solidarité rurale comporte trois fractions « bourgs-centres » (- 10 000 habitants), « péréquation » (- 10 000 habitants avec un potentiel financier/habitant inférieur au double de celui de la même strate) et « cible » (10 000 premières communes de - 10 000 habitants les plus défavorisées sur les deux premières fractions).

Pour 2023, la commune se situe au rang 10 185, d’où la baisse de la DGF liée à la dotation de solidarité rurale. La partie « cible » versée en 2022 s’élevait à 151 101 €. Avec ce changement de position, une baisse progressive a été appliquée avec le versement de la moitié de ce montant en 2023. A compter de 2024, la commune ne perçoit plus cette part « cible ».

La dotation nationale de péréquation comprend deux parts, une visant à corriger les insuffisances de potentiel financier et une autre part de majoration destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal.

La hausse d’environ 20 900 € des **produits de gestion courante** s’explique par les encaissements des locations des salles (+ 6 575 €) et de recettes diverses (remboursements des assurances, participations à l’achat de matériels par le Fonds pour l’Insertion des Personnes Handicapées, valorisation financières des Certificats d’Economies d’Energie, vente de bois...)

Les **produits spécifiques** (anciennement exceptionnels en M14) sont très variables d’un exercice à l’autre. Pour 2023, il s’agit de l’encaissement de la vente d’un des deux terrains rue de Béchas pour 40 005 € ainsi que des annulations d’écritures sur des exercices antérieurs à hauteur de 10 660 €.



## IV/ Analyse prospective

### 4.1 Orientations budgétaires

#### . La stabilisation des dépenses de fonctionnement

Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement doivent être communiqués lors du débat d'orientation budgétaire.

Depuis plusieurs années, les charges de fonctionnement sont limitées et font l'objet d'un suivi régulier.

Malgré les efforts, il reste toujours des charges incompressibles. De plus, la conjoncture économique avec notamment la crise de l'énergie et l'inflation n'aide pas toujours à l'amélioration de la situation budgétaire. Le fonctionnement des services est optimisé. Les services à la population sont maintenus tout en veillant à leur bonne qualité.

Depuis le second semestre 2023, la mairie accueille un nouveau service à la population dans le cadre de la politique nationale d'amélioration des délais des titres d'identités (cartes nationales d'identités et passeports). Ce dispositif fonctionne à effectif constant.

#### . La fiscalité locale

Depuis 2014, la commune n'a pas augmenté les taux d'imposition.

La pratique de gestion des dépenses de fonctionnement a permis de limiter la pression fiscale sur les ménages. En effet, la commune s'est appuyée sur la création de nouvelles entreprises et de logements, pour augmenter le volume des impôts ménages et les taxes d'aménagement. L'année 2023 a été marquée par la suppression progressive de la Dotation de Solidarité Rurale, fraction cible. En 2024, cela représente une baisse de dotation de 150 000 €.

Un travail de réflexion sur l'équilibre des finances est à engager.

#### . Le ralentissement de l'investissement

Ces dernières années, de nouveaux bâtiments, de structures et d'aménagements ont vu le jour sur le territoire communal : la réfection des réseaux en amont du nouvel aménagement du bourg de Saint-René, la salle de sports du collège (financée en partie par la commune), les cheminements doux entre les deux bourgs, la rénovation et l'extension du groupe scolaire d'Hillion, l'amélioration thermique de la médiathèque et les aménagements de sécurité avec une piste cyclable à Licellion.

La majorité de ces projets structurants ont bénéficié de subventions conséquentes.

Une réflexion a eu lieu sur la vente de bâtiments (foyer Morin, ancien centre de loisirs, ancien presbytère) et de terrains à bâtir afin de diminuer les coûts d'entretien et participer au financement de nouveaux projets.

Au regard de l'avancement des opérations et des ventes projetées, le recours à l'emprunt ne sera pas nécessaire à court terme.

Toutefois, des projets vont être initiés pour leur conception future comme le regroupement des médiathèque-ludothèque-accueil de loisirs dans un lieu unique et la garderie de Saint-René.

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le 20 MARS 2024

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

## 4.2 Etat de la dette

Emprunts	Organisme prêteur	Année	Durée	Capital emprunté	Taux	Capital restant dû au 01/01/2024
1-Construction salle Palante	CREDIT AGRICOLE	2007	25 ans	1 500 000 €	4,18%	555 000 €
2-Groupe scolaire St René, réaménagement foncier, salle Palante	DEXIA SOFCAP	2008	15 ans	650 000 €	5,45%	61 206 €
3-Groupe scolaire St René	SA CACIB	2009	20 ans	750 000 €	2,01%	225 000 €
4-Mairie, salles associatives	SA CACIB	2011	20 ans	3 000 000 €	1,86%	1 500 000 €
5-Espaces de loisirs intergénérationnels, jardin sensoriel, pumptrack, boudrome	CREDIT MUTUEL	2019	20 ans	750 000 €	0,68%	617 036 €
6-Aménagement bourg St René	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	900 000 €	0,84%	818 231 €
7-Groupe scolaire Hillion	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	760 000 €	0,69%	696 823 €
8-Salle de sports collège (1er prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	575 000 €	0,69%	527 202 €
9-Salle de sports collège (2ème prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	40 ans	425 000 €	1,25%*	411 719 €
10-Pistes cyclables, Licellion, réfection voirie	CREDIT MUTUEL	2021	25 ans	1 100 000 €	0,86%	1 010 387 €
11-Enfouissement réseaux	BANQUE DES TERRITOIRES	2021	30 ans	640 000 €	1,64%*	623 935 €
<b>TOTAL</b>				<b>11 050 000 €</b>		<b>7 046 539 €</b>

\*Taux révisables indexés sur le taux du Livret A

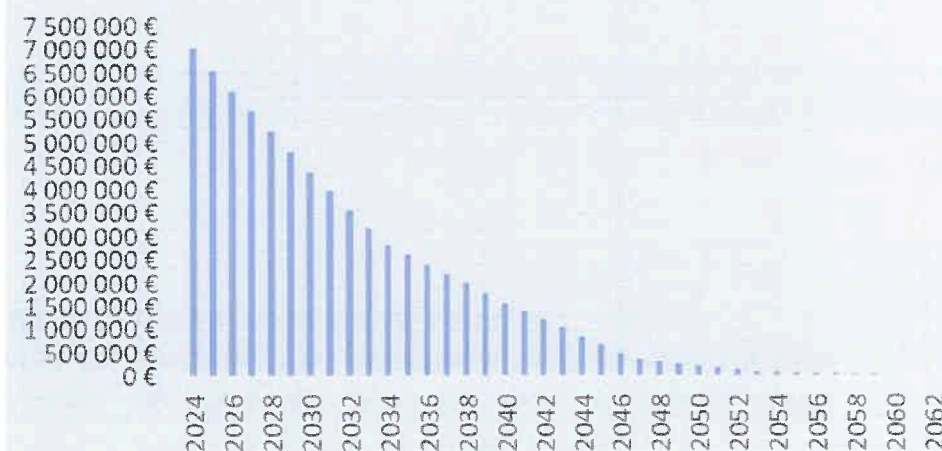
Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

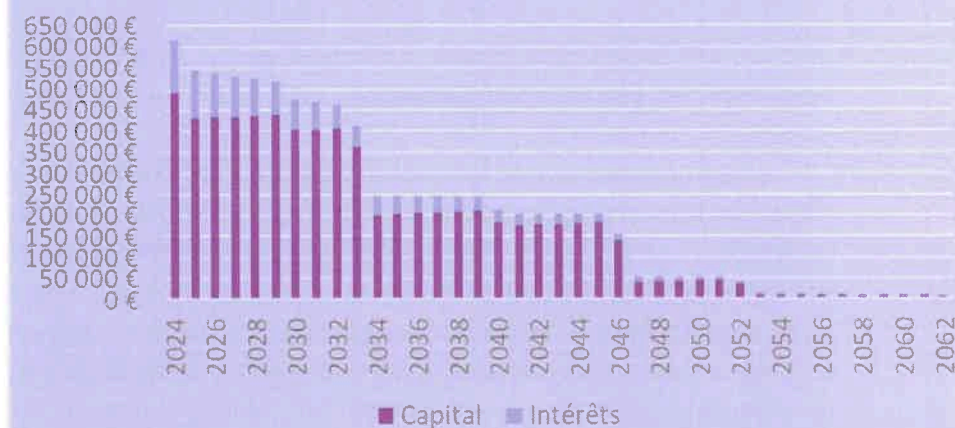
Publié le **20 MARS 2024**

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

Capital restant dû au 1er janvier 2024



Annuités de remboursement au 1er janvier 2024



Le **capital restant dû** au 1<sup>er</sup> janvier 2024 s'élève à 7 046 539 euros pour un capital emprunté de 11 050 000 euros.

Le premier prêt pris en compte date du 30 mars 2007 dans le cadre du financement de la salle Palante. Le prêt contracté en 2008 s'est terminé avec une dernière annuité de 64 541 € au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le **remboursement de la dette** pour 2024 s'élève à une annuité de 615 601 euros.

Une **ligne de trésorerie** est contractée auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole (CRCA) des Côtes d'Armor, avec l'index de référence EURIBOR 3 mois moyenné non flooré à 0 et une marge de 0,80 % à hauteur de 700.000 euros pour une durée d'un an. Une demande de renouvellement sera faite au cours de l'année 2024.

Années	2019	2020	2021	2022	2023
Capital restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	4 596 398 €	4 433 489 €	4 872 675 €	6 934 333 €	7 533 225 €
Habitants	4 217	4 235	4 257	4280	4345
Dette par habitant	1 090 €	1 047 €	1 145 €	1 620 €	1 734 €
Moyenne de la strate	762 €	751 €	728 €	717 €	726 €

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le **20 MARS 2024**

ID : 022-212200810-20240319-2024\_DB\_011-DE

Années	2019	2020	2021	2022	2023
Dette globale (encours au 31 décembre)	4 433 489 €	4 872 675 €	6 934 333 €	7 533 225 €	7 046 539 €
Epargne brute	754 960 €	553 271 €	551 980 €	490 674 €	611 034 €
Capacité de désendettement	5,87	8,81	12,56	15,35	11,53

La **capacité de désendettement** détermine le nombre d'années nécessaire à la collectivité pour éteindre sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute annuelle.

Ce ratio est une mesure théorique de la solvabilité financière des collectivités locales.

Pour l'année 2023, la capacité de désendettement s'établit à 11,53 années.

En moyenne, il était admis qu'une collectivité emprunte sur des durées de 15 ans. A cette condition, une collectivité devait maintenir la capacité de désendettement en-dessous du seuil critique situé à 11-12 ans. Le seuil de vigilance s'établit à 10-11 ans.

Cela dit, les emprunts contractés par la commune d'Hillion sont établis pour une durée de 15 ans (x1), 20 ans (x3), 25 ans (x5), 30 ans (x1) et 40 ans (x1). Ces durées plus longues permettent de ne pas alourdir la masse des dépenses de fonctionnement avec des charges financières trop élevées chaque année.

La commune a réalisé des investissements structurants importants ce qui a nécessité les moyens de financement mis en place. Les projets à venir sont dans une phase d'étude, il n'y aura pas de recours à l'emprunt sur 2024.

### 4.3 Chaîne de l'épargne

↳ De 2021 à 2022 : données des Comptes Administratifs

↳ 2023 : données du Compte Financier Unique provisoire

↳ De 2024 à 2026 : Hypothèses d'évolution :

- Recettes de gestion : 2024 : 3,9 % sur taxes foncières bâti, autres recettes de gestion : 2,5 %, 2025 et 2026 : 2,5 %
- Dépenses de gestion : 2024 : 2,5 %, 2025 et 2026 : 1,8 % (taux inflation source Banque de France)

↳ Capital et intérêts de la dette : calculés sur les emprunts contractés

En €	2021	2022	2023p	2024p	2025p	2026p
A-Recettes de gestion	4 349 639	4 571 054	4 752 633	5 008 507	4 866 084	4 987 736
B-Dépenses de gestion	3 709 732	3 963 235	4 007 887	4 108 084	4 182 030	4 257 306
<b>C-Epargne de gestion (A-B)</b>	<b>639 908</b>	<b>607 818</b>	<b>744 746</b>	<b>900 422</b>	<b>684 054</b>	<b>730 429</b>
Total intérêts	109 533	117 144	133 713	125 094	113 303	105 151
<b>D-Epargne brute (C - intérêts)</b>	<b>530 375</b>	<b>490 674</b>	<b>611 034</b>	<b>775 328</b>	<b>570 751</b>	<b>625 278</b>
Taux épargne brute (D/A)	12,19%	10,73 %	12,86%	15,48%	11,73%	12,54%
Dette	374 151	466 109	486 686	490 507	431 002	432 733
<b>E-Epargne nette (D - dette)</b>	<b>156 224</b>	<b>24 566</b>	<b>124 348</b>	<b>284 821</b>	<b>139 749</b>	<b>192 545</b>
Taux épargne nette (E/A)	3,59%	0,54 %	2,62%	5,69%	2,87%	3,86%

La prévision des recettes de gestion 2024 t versement de la DSR par rapport à 2023 et de la subvention exceptionnelle de fonctionnement attribuée pour 261 108 €. Pour cette dernière, la commune en a fait la demande en août 2023 en adressant un courrier à la Préfecture en argumentant les raisons de la situation financière. Celle-ci est justifiée par divers projets comme la construction du collège (salle de sports, cheminements doux, réseaux), la sécurisation des usagers par des aménagements (Licellion), les frais de gestion qu'occasionnent les deux bourgs, le regroupement des élèves dans une seule école dont les travaux ont été impactés par les coûts des matériaux, des charges de personnel dans la gestion des algues vertes et les participations aux bailleurs sociaux pour la construction de logements.

Les recettes 2025 et 2026 sont donc prévues sans cette subvention exceptionnelle.

Autrement, le tableau de prospective repose sur des évolutions prudentes, basées pour l'année 2024 sur une évolution des recettes de gestion de 2,5 % et de 3,9 % sur les recettes de taxes foncières. Pour les années suivantes, le taux de 2,5 % est appliqué à l'ensemble des recettes de gestion.

L'évolution des dépenses de gestion est basée sur les taux d'inflation annoncés par la Banque de France de 2,5 % en 2024, 1,8 % en 2025 et 2026.

## V/ Plan Pluriannuel d'Investissement

### 5.1 Projets d'investissement



DEPENSES								2024 ID : 022-212200810-20240319-2024_DB_011-DE								
PROJETS		2024	2025	2026	2027	2028	MONTANT HT DES TRAVAUX 2024-2028			SUBVENTIONS		2024	2025	2026	2027	2028
PROJETS EN COURS	Effacement de réseaux rues de Fontreven, de la Porte au Roy et de l'Hôtellerie (SDE) <i>(145 700 €)</i>	63 000 €					63 000 €	Versement 2023 : 8 190 € Versements 2022 : 74 490 €								
	Réseau d'assainissement rue de Fontreven (SBAA) (127 600 €)	127 600 €					127 600 €									
	Voirie	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €									
	Participation aux logements sociaux	219 500 €					219 500 €									
PROJETS NON COMMENCEES	Aménagement de voirie rues de la Tour du Fa et des Ecoles	373 340 €					373 340 €	Maitrise d'œuvre : 13 160 € HT	Etat - DETR	116 056 €		116 056 €				
	Garderie Saint-René															
	Espace clos Guéguen : Projet Médiathèque, cyberspace, ludothèque, centre de Loisirs-garderie															
	Aménagement d'équipement au stade de St René															
	Centre technique communal															
	Construction d'une halle bourg Hillion															
	Aménagements autour de la salle de sports d'Hillion															
									Département - Contrat de territoire (projets à affecter)	290 875 €			87 300 €	145 400 €	58 175 €	
DEPENSES PAR ANNEE		883 440 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	1 283 440 €			RECETTES PAR ANNEE		116 056 €	87 300 €	145 400 €	58 175 €	- €